

Risques et facteurs de résilience du Sénégal face à la Covid-19

Le point de vue de la société civile

Développement économique, employabilité et secteur informel



Des impacts directs et immédiats sur l'emploi, les revenus, l'activité économique et l'employabilité

L'activité économique, l'emploi et les revenus ont été fortement impactés par les mesures restrictives prises pour freiner la propagation du virus.

Le Directeur Général de l'ADEPME(1), M. Idrissa Diabira, a déclaré le 30 mai que, depuis le début de la crise, sur plus de 800 entreprises sondées, 65% répondent avoir été très négativement impactées et 40% ont cessé leurs activités. Une enquête d'avril 2020 portant sur 120 unités de production artisanale / industrielle à Kolda et Sédhiou révèle que 76% ont connu une baisse significative de leur activité économique tandis que 24% sont complètement à l'arrêt.

Cette récession économique se fait sentir dans le secteur formel et le secteur dit « informel ». C'est ainsi que s'accroît le sous-emploi ressenti asymétriquement dans le secteur formel ou dans l'informel. Dans le premier, les salariés font souvent face au chômage technique avec des mesures étatiques (interdiction du licenciement, conservation des salaires à hauteur de 70%) leur servant de filet de sécurité. Dans le secteur informel, les très petites entreprises, « petits métiers » ou encore métiers de la « débrouillardise » sont encore plus brutalement impactés, **notamment les emplois précaires, saisonniers, le plus souvent occupés par des femmes.**

On peut citer les coiffeuses et restauratrices qui font faillite, les tailleurs (tailleuses) dont certain(e)s se reconvertissent dans la confection de masques.

Pour faire face aux pertes de revenus, le registre des bénéficiaires des « bourses familiales » est complété par de nouvelles listes, **mais nombreux sont les bénéficiaires potentiels ignorants ces dispositifs.**

La fermeture des écoles et le réaménagement des horaires de travail des services publics et privés renforcent la difficulté d'accès aux structures d'appui à l'insertion et à l'emploi des jeunes, réduisant le nombre de visites.

Les restrictions liées à la mobilité des agents économiques, à la mise en place d'un couvre-feu et à la fermeture des marchés ont eu de **lourdes conséquences sur le commerce alimentaire et par conséquent l'ensemble des emplois dépendant des chaînes de valeurs agricoles.**

Enfin les appuis aux petits entrepreneurs ont été fortement réduits, de même que l'octroi de micro-crédits.

(1) Agence de Développement et d'Encadrement des Petites et Moyennes Entreprises

L'employabilité de la main d'œuvre, qui dépend fortement de son niveau de qualification, a souffert de l'interruption soudaine de l'enseignement technique et professionnel.

Cela met en question l'atteinte du quantum horaire requis à tous les niveaux de formation ; l'organisation des stages et de la certification est fortement retardée ; les formations continues et les renforcements des capacités destinés aux adultes ont été arrêtés, de même que la formation professionnelle par apprentissage, qui concerne près de 400.000 apprentis.

Sur le plan psychopédagogique, l'arrêt brutal des formations n'a pas toujours permis aux enseignants de préparer les élèves à un système d'apprentissage à la maison ou de préparer des travaux pratiques permettant de préserver les connaissances acquises.

Enfin, des problématiques antérieures à la crise se sont aggravées.

La crise a accentué les difficultés d'accès des artisans à la matière première et au marché (artisanat de production et artisanat d'art). Elle a mis en lumière la désarticulation entre les biens consommés dans les villes et ceux produits dans les zones rurales (à part le riz produit dans la vallée) ; elle a mis en évidence la concentration des services dans les villes, ainsi que les insuffisances de la connexion en zones rurales, qui freine l'accompagnement à distance des très petites entreprises. Elle a aggravé les effets d'une situation injuste : le prix unitaire de l'électricité est plus élevé dans le dispositif prépayé Woyofal, pourtant destiné aux plus pauvres.



FOCUS : fragilisation des plus vulnérables : qui souffre le plus ?

Au Sénégal, où le secteur informel et l'auto-emploi sont majoritaires, les inégalités se renforcent avec une précarisation accrue des acteurs de l'économie populaire (femmes, petits vendeurs, producteurs, artisans).

Les agriculteurs informels n'ont pas reçu d'autorisation de transport interurbain ; les petits producteurs, dont la production est irrégulière, sont plus impactés que les gros par les difficultés d'accès aux marchés ; les femmes transformatrices souffrent du manque de stock de matières premières et d'accès au marché ; l'interdiction des regroupements et la fermeture des marchés impactent très fortement les marchands ambulants.

La crise fait émerger des opportunités de développement économique social et solidaire

Pour faire face aux défis du quotidien et aux conséquences de la crise sanitaire, des entreprises, des acteurs du monde universitaire, de la formation professionnelle, des citoyens et des professionnels du secteur informel ont développé **des initiatives locales et fait preuve de réactivité, parfois plus que les grosses entreprises**. A titre d'exemple, on retiendra la production en masse de flacons de gel hydro alcoolique par les étudiants de l'Ecole Supérieure Polytechnique, la mobilisation des jeunes dans la prévention à l'entrée des villes, la réactivité et l'adaptation des tailleurs avec la fabrication de masques en tissu, de nombreuses innovations pour la fabrication de dispositifs de lavage des mains, etc.

La crise Covid-19 a accéléré **l'essor des technologies digitales** dans de nombreux domaines. La communication digitale a pris une place importante et a permis au Ministère de la Santé et de l'Action Sociale, par exemple, de sensibiliser la population aux chiffres clés de la pandémie, aux gestes barrières et au dispositif mis en place. On peut citer également le développement d'une plateforme cybercitoyenne dénommée SunuCity, portail d'information et de sensibilisation sur le coronavirus au Sénégal créé par des étudiants de l'UCAD et de l'ESP.

De nombreux acteurs du développement et de l'économie ont pu continuer leurs activités en développant le télétravail afin de continuer leurs activités à distance.

Dans le domaine de l'accompagnement entrepreneurial et de l'insertion économique, des outils TIC ont été développés avec succès pour le suivi des bénéficiaires, ainsi que des modules de formation à distance pour assurer une continuité dans l'encadrement et le développement de projets d'auto emploi.



FOCUS : La relance par l'économie sociale et solidaire pour encourager l'entrepreneuriat social.

Quelques chiffres quantifient ce secteur : environ 12% des PME sénégalaises correspondent au profil d'une entreprise sociale(2). Les entreprises dites sociales réalisent globalement un chiffre d'affaires de 382,5 milliards de francs CFA soit environ 4,5% du PIB sénégalais. Si on prenait en considération les formes traditionnelles d'entreprises sociales, leur poids dans l'économie nationale pourrait fortement augmenter. Enfin, 37% des chefs d'entreprises sociales sont des femmes, contre 18,9% dans les PME en général. **Le soutien spécifique à ce secteur de l'économie sociale est donc une opportunité à la fois économique et sociale qui peut se faire par la facilitation de l'accès aux crédits, des subventions ciblées et de l'appui non financier.**

Des initiatives innovantes répondant à des besoins sociétaux et environnementaux, menées par des mouvements de jeunes, des groupements d'intérêt économique, des coopératives, des associations, des PME, sont foisonnantes au Sénégal et certaines peuvent développer des marchés considérables. **Ecotourisme, gestion des déchets et solutions innovantes dans l'agroalimentaire** sont autant de secteurs dans lesquelles un appui ciblé et conséquent dans le cadre de la relance économique ouvrirait des opportunités immenses d'insertion socioéconomique et de valorisation de ressources locales.

(2) LEGS Africa et LARTES-IFAN, 2018

Recommandations

Les dynamiques d'engagement citoyen doivent être accompagnées jusqu'à l'obtention d'une vraie reconnaissance au sein de la société, notamment par l'amélioration de la connexion dans l'ensemble des régions, par le soutien des entreprises sociales et solidaires et par le renforcement du rôle des collectivités locales dans l'appui aux politiques économiques sociales et solidaires.

Aussi, à l'issue de la crise, **les relances économiques doivent se faire à l'échelle des territoires** s'appuyant sur des acteurs clés que sont les artisans, les organisations de femmes transformatrices et les *banas banas*.

Développer la demande locale

Les difficultés rencontrées par les petits producteurs mettent en évidence la nécessité de développer une demande locale pour **favoriser les échanges économiques et les emplois que les circuits courts encouragent sur un territoire**. En regroupant les différents maillons de la chaîne de valeurs, des nouvelles niches d'emploi peuvent émerger. De plus, ce modèle contribuera aux enjeux de sécurité alimentaire et d'autosuffisance locale.

Accompagner le développement de l'E-commerce

Le commerce numérique est un moyen pour stimuler le commerce inter-régional et offre des opportunités; il nécessite un accompagnement de certains entrepreneurs pour le développement de leur plateforme mais aussi une amélioration de l'adressage des colis et la formation de réseaux de djakartamen/chauffeurs de taxi pour la livraison des articles.

Développer les énergies vertes

C'est une priorité dans les politiques de relance économique, dans le monde comme au Sénégal, où de nouvelles opportunités apparaissent avec par exemple l'exploitation de la fibre locale, utilisée pour la fabrication des panneaux solaires, et l'intensification des systèmes photovoltaïques, afin de promouvoir la riziculture et l'horticulture.

Professionaliser l'artisanat et les TPE

L'impact économique de la pandémie sur le secteur de l'artisanat et les opportunités de relance qu'il porte renforcent l'importance de **formaliser, réorganiser, valoriser ce sous-secteur et de lui conférer une place plus considérable dans le secteur secondaire**. Pour ce faire, les efforts doivent être concentrés sur la promotion de son inscription, de sa structuration et de sa reconnaissance par les chambres consulaires, le développement d'assurances, de fonds de solidarité spécifiques, de l'adressage en vue de faciliter les livraisons (E-commerce) et la prise en compte des différentes formes d'artisanat (en particulier l'artisanat d'art). Cette structuration doit également viser d'autres entreprises du secteur informel présentes dans la vie quotidienne (par exemple les kiosques à pain dans les quartiers). **Comme chaque branche de l'artisanat rencontre des difficultés spécifiques**, il faudra en tenir compte et proposer des mesures de transition adaptées afin de permettre au secteur artisanal de se formaliser et de renforcer son rôle dans l'activité économique du pays.

Diversifier, moderniser, digitaliser et améliorer l'accès à la formation professionnelle

Il est nécessaire d'**adapter les dispositifs d'apprentissage technique en tenant compte des réalités et des besoins des régions**, particulièrement : former la nouvelle génération à des métiers tournés vers l'environnement et les énergies renouvelables en développant la filière de l'énergie solaire ; former aux techniques locales d'habitat; former à l'électronique (thermo flash, appareils de contrôle d'insuline) ; multiplier les filières d'agriculture et d'élevage en vue d'une autosuffisance alimentaire ; valoriser des approches chaînes de valeur ; renforcer l'offre de formation en matière de certification, d'accréditation et d'homologation des productions, étapes clés pour améliorer la qualité en général et l'hygiène des produits sanitaires et alimentaires en particulier.

Les acteurs de la formation devraient aussi développer des accompagnements à distance pour assurer la continuité de l'enseignement et renforcer l'appui à la création d'auto-emplois. L'insertion des jeunes peut être accélérée grâce à des **processus d'incubation via des pépinières d'entreprises** (fermes locales, groupements, etc.) dans des secteurs clés.

La digitalisation ne devra pas se limiter à la transmission des savoirs mais explorer également les possibilités d'organiser des évaluations en ligne, théoriques et pratiques, qui tiennent compte de la spécificité de la filière de formation ou de la discipline.

Enfin la recherche et le développement endogène doivent être appuyés plus que jamais pour **développer des innovations scientifiques** pouvant ensuite être développés par des acteurs économiques.



Face au caractère majeur et inédit de la crise Covid-19, 65 organisations de la société civile présentes au Sénégal, qu'elles soient internationales et nationales, ont souhaité partager leurs réflexions et questionnements sur les impacts socio-économiques de la crise Covid-19 au Sénégal. Durant deux mois, des ateliers virtuels ont été organisés et animés par la Pfonque et des organisations volontaires sur 4 thématiques :

- Développement rural, agriculture, sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Services essentiels et la gestion des territoires
- Développement économique, employabilité et secteur informel
- Services sociaux de base et protection sociale

Ces notes sont le produit de cette dynamique collective et issues de réflexions à chaud dans un contexte en constante évolution. La Pfonque et l'ensemble des organisations impliquées souhaitent maintenant les partager avec tous les acteurs du développement au Sénégal.

Animation et rédaction



Contributions



Coordination



UNION EUROPÉENNE

«La présente publication a été élaborée avec l'aide de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité de leurs auteurs et ne peut aucunement être considéré comme reflétant le point de vue de l'Union européenne.»